

### L'OTAN-Pays de la rive sud-Méditerranée

**"Un cadre de coopération élargi à de larges domaines en rapport avec la sécurité"**

**De notre envoyé spécial à Bruxelles Tahar Mohamed Al Anouar**

Le partenariat OTAN-pays de la rive sud-Méditerranée sera une nouvelle fois au centre des réunions prévues par l'OTAN durant cette semaine.

Ce partenariat initié il y a une dizaine d'années et que l'Algérie a rejoint il y a cinq ans reste à construire. Les deux parties apprennent à travailler ensemble avec des résultats perceptibles qui encouragent à aller de l'avant.

OTAN comme pays méditerranéens ont pris le parti de se consulter régulièrement sur la manière de faire face aux nouveaux défis qui se posent en matière de sécurité, comme pour la menace terroriste.

La coopération s'est intensifiée au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, qui a vu l'émergence d'actions plus étroites. La décision d'intensifier la coopération ne manque pas d'être louée à chaque rencontre entre les deux parties.

Organisation politique et militaire, comme elle a été définie par le secrétaire général adjoint de l'Alliance, M. Jean Fournet, dans une interview accordée à El Moudjahid tout récemment, l'OTAN s'impose aujourd'hui à l'ère des bouleversements

importants que connaît le monde comme la seule alternative en matière de défense collective.

Dix ans après l'ouverture par l'Organisation transatlantique d'un dialogue sécuritaire avec les pays de la rive sud-Méditerranée, appelé dialogue Méditerranée, un cadre de coopération élargi aux pays du Golfe persique, lors du sommet de l'OTAN à Istanbul en 2004, a fait accéder ce dialogue au rang de partenariat. On y évoque même le terme de partenariat stratégique qui permet aux responsables de l'Alliance de suggérer une large ouverture sur le Monde arabe. Ce partenariat, aux yeux de tous, marque un commencement d'un processus de coopération à long terme. Les dirigeants de l'Alliance insistent à dire que les pays engagés dans ce type d'initiative sont libres de choisir de s'engager auprès de l'OTAN et de déterminer le rythme et la portée de cet engagement. L'Alliance entend prendre en compte leur diversité et leurs besoins spécifiques, lors de l'élaboration des programmes de coopération.

Ce dialogue converti en partenariat a été initié, selon les dirigeants de l'OTAN, pour contribuer à la sécurité et à la stabilité régionales, parvenir à une meilleure compréhension et dissiper les malentendus concernant l'Alliance dans les pays participants. Ce partenariat est vu comme complétant d'autres initiatives engagées dans la région comme le processus de Barcelone et l'initiative méditerranéenne de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Le nombre de pays participants est passé de

cinq membres, l'Égypte, la Mauritanie, le Maroc, la Tunisie et Israël qui ont rejoint le dialogue en 1994 à Bruxelles, à sept membres avec l'admission de la Jordanie en 1995 et de l'Algérie en 2000. A Istanbul en 2004, ce cadre de coopération devait s'élargir comme on l'a vu aux pays du Golfe persique, élargissement connu sous le vocable d'initiative d'Istanbul.

Le programme d'activités dans le cadre de ce partenariat porte sur un large spectre de travaux, incluant l'information et la communication, les plans civils d'urgence, la science et l'environnement, la gestion des crises, la politique et la stratégie de défense et au total un programme de coopération militaire, en particulier dans la lutte antiterroriste, celle engagée contre le crime organisé.

A partir de là, les pays concernés par le partenariat peuvent observer ou participer à des exercices OTAN, pays partenaires, voire contribuer à des opérations de maintien de la paix, notamment dans celles concernant la sécurité maritime en Méditerranée, connue sous le vocable d'opération «Active Endeavour».

L'élargissement de ce partenariat aux pays du Golfe : Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Emirats arabes unis, qui reste ouvert à d'autres pays arabes, dit-on au sein de l'Alliance, fait qu'une question comme celle concernant le conflit palestinien-israélien fait aujourd'hui l'objet de discussions de plus en plus fréquentes sans toutefois figurer en tant que telle dans l'ordre de l'Alliance. Mais il y a une évolution positive qui va dans ce sens, estiment

I

# EL MOUJAHID

les spécialistes. Des progrès en vue d'une solution juste, durable et complète du conflit palestino-israélien doivent demeurer une priorité pour les pays de la région et de la communauté internationale dans son ensemble, ainsi que pour la réussite des objectifs de sécurité et de stabilité, est-il dit en conclusion sur la question par les responsables de l'Alliance.

Au total, l'OTAN, aux yeux des experts des questions de défense, trouve en Méditerranée un terrain d'application pour sa nouvelle mission de gestion des crises qu'elle justifie par l'instabilité de la région. A la suite des attentats du 11 septembre 2001, cet engagement se fera au nom de la lutte antiterroriste nettement proclamée dans les sommets de l'OTAN qui ont suivi. Dix années après son instauration, le dialogue et le partenariat OTAN-rive sud de la Méditerranée restent à parfaire pour que sécurité et développement économique soient intimement associés. C'est la même vision qui s'attache d'ailleurs à l'évolution du processus de Barcelone comme cela a été démontré tout récemment encore au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la rive sud Méditerranée engagés dans le processus, qui célébrait la dixième année de son existence. Les pays de la rive sud ont accompli d'importantes réformes pour que ce partenariat aille dans le sens souhaité. Mais les difficultés demeurent encore nombreuses. Pour le secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer, il s'agit de trouver les moyens concrets pour travailler ensemble, citant par

exemple le partage de renseignements pour faire face au terrorisme. Le premier responsable de l'Alliance affirme qu'il apparaît clairement qu'il y a encore beaucoup de diplomatie à faire. Nous devons travailler sur l'image de l'OTAN dans la région, dit-il.

Cette valorisation de l'image passe par la nécessité de mettre fin aux tensions qui existent en Méditerranée, à commencer par la Palestine et par la situation qui prévaut en Irak, pour aider à construire la relation de confiance entre partenaires du nord et du sud de la Méditerranée, relève aussi le secrétaire général de l'Alliance. Pour les pays méditerranéens, cette relation de confiance reste à construire.

Le dialogue méditerranéen est un processus évolutif qui a connu une certaine accélération après les attentats du 11 septembre, qui ont amené les pays partenaires à se réunir plus fréquemment pour des consultations. Le dialogue politique, puisque l'Alliance se définit comme une organisation politique et militaire, s'est étendu, en ce qui concerne la rive sud Méditerranée, par des consultations bilatérales régulières entre ambassadeurs. Ces consultations sont l'occasion de procéder alors à des échanges de vues sur un large éventail de questions ayant trait à la sécurité en Méditerranée.

Pour les responsables de l'Alliance, le dialogue et la coopération sont au cœur de l'approche nécessaire pour faire face à la diversité des défis auxquels le monde est confronté. Les difficultés à avancer dans cette voie sont à lier à la complexité de la mutation politique

économique et sociale, selon le point de vue de l'Alliance.

Evoquant le partenariat Algérie-OTAN, le secrétaire général de l'OTAN estime que l'Algérie est un partenaire fort, qui fait savoir clairement ses besoins. L'OTAN apprécie beaucoup le rôle très actif de l'Algérie dans le dialogue, rappelle le secrétaire général adjoint, M. Jean Fournet, s'exprimant pour la circonstance dans notre publication. Il estime que l'Algérie a formulé des propositions à l'Organisation correspondant à ses besoins. Nous sommes désormais dans une phase concrète d'établissement en commun de programmes de coopération individuels, conclut le responsable au sein de l'Alliance.

Tout récemment, l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, M. Abdelhalim Benatallah expliquait que les priorités de l'Algérie dans la coopération avec l'OTAN demeurent la professionnalisation de ses forces armées, le renforcement du dialogue politique et sécuritaire, ainsi que les échanges dans le domaine de la recherche et de l'environnement.

Les relations Algérie-OTAN sont excellentes et se sont remarquablement développées ces dernières années. Elles ont encore un potentiel de croissance pour les années à venir, est-il estimé de par et d'autre. Les rencontres à l'intérieur des pays de la rive sud ont l'avantage, dit-on, de délocaliser les activités de l'OTAN, vers les pays membres du dialogue. Il faut faire en sorte que la coopération avec l'OTAN soit explicite aux acteurs politiques et militaires intervenant dans le processus du dialogue

II (6/12/2005

EL MOUDJAHID

pour échanger des points de vues dans un souci de transparence concernant notre pays, il faut expliquer aux Algériens les préoccupations du développement du dialogue euro-méditerranéen depuis le sommet d'Istanbul, note M. Benatallah.

Les perspectives de coopération avec l'OTAN sont rappelées en évoquant la proposition de l'Alliance d'ouvrir ses activités, jusque-là réservées aux pays européens de l'Est, à travers, par exemple, les exercices militaires conjoints, les escales navales, l'ouverture de réseaux scientifiques de l'OTAN, ainsi que la coopération en matière scientifique et de l'environnement. Ce sont autant d'opportunités qui s'offrent dans le cadre de cette coopération qui évolue vers un partenariat stratégique, estime-t-on d'un côté comme de l'autre.

Les fondements essentiels de ce partenariat relève de la stratégie moderne de sécurité qui doit être active, globale, cohérente et coordonnée face aux menaces, estime le secrétaire général adjoint de l'OTAN. L'évolution de l'environnement de sécurité et les dangers que présentent la menace du terrorisme international rendent aujourd'hui plus urgent le besoin d'adaptation et de modernisation.

L'Algérie s'intègre dans ce processus en étant, comme l'ont signalé les responsables de l'OTAN, un membre actif inclus dans le dispositif de sécurité pour la rive sud de la Méditerranée. L'Algérie y participe au moyen de l'expérience, de la mobilité et du savoir-faire de ses forces de sécurité dans le dispositif de défense adapté à la rive sud Méditerranée.

La volonté commune de promouvoir la paix et la stabilité dans la région méditerranéenne rend urgent le renforcement du partenariat qui a été dopé à travers les initiatives du sommet de l'Alliance à Istanbul en 2004.

Ce volet de promotion de la paix et de la stabilité pour la région est un domaine de coopération pour l'heure privilégié, compte tenu des urgences que présente précisément la région. Mais il y a une volonté à élargir ce partenariat à d'autres types d'activités.

T. M. A.

OTAN,,  
Page 1  
RABEA

III (6/12/2005)

# L'Otan et la lutte antiterroriste

## L'arme du renseignement

Par : Tahar Mohamed Al Anouar.

"Je comprends que pour l'amélioration de l'image de l'OTAN, il y a encore beaucoup à faire relève le secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer en débutant son intervention à la rencontre de Bruxelles où se réunissent les chefs de la diplomatie des pays alliés. Le premier responsable de l'Alliance affirme cependant qu'il est satisfait de l'évolution constatée sur le terrain.

M. Jaap de Hoop Scheffer affirme également attacher un grand prix aux actions de partenariat qui se développent au sein de l'OTAN. Sur celui engagé avec l'Union européenne qui fait l'objet d'un dîner informel à l'occasion de ces réunions ministérielles, il y a tellement de sujets que nous pouvons discuter, l'Afghanistan et l'évolution de l'intervention de l'OTAN, les armes de destruction massive, les problèmes liés à la défense. La question du Moyen-Orient sera au centre des débats également. Ce qui se passe dans la région est central dit le secrétaire général, c'est aussi essentiel.

A propos du concept de transformation abondamment abordé aujourd'hui au sein de l'Alliance, le secrétaire général souligne que l'Alliance est une organisation politique et militaire. Cela ne change pas. Par contre ce qui change et à quoi l'OTAN doit s'adapter, c'est l'environnement sécuritaire et nous avons établi des partenariats pour nous permettre de mesurer la portée de ces changements, dialogue avec la Russie, avec l'Ukraine, le dialogue et le partenariat, euroméditerranéen, l'initiative de dialogue avec les pays du Conseil de coopération du Golfe.

Il y a aussi des actions menées en Afghanistan, au Kosovo, au Darfour et tout récemment au Pakistan à titre humanitaire, formation d'officiers supérieurs en Irak. Le secrétaire général a annoncé la tenue en 2006, et en 2008, des prochains sommets de l'Alliance qui seront consacrés à l'examen bien sûr de la situation internationale et de l'action de l'OTAN, mais surtout à l'œuvre de transformation de l'Alliance et à l'évaluation de cette opération. Sur l'absence d'intervention de l'OTAN dans le conflit palestinien-israélien, M. Jaap de Hoop Scheffer relève que le groupe (le quartet) est qualifié pour traiter de ce dossier particulièrement complexe. L'OTAN ne souhaite pas créer une doublure, d'autant que 19 pays membres de l'UE et donc de l'OTAN y sont impliqués dans le cadre du quartet.

A propos de la sélectivité dans les interventions de l'Alliance, le secrétaire général pense que si les Alliés estiment que leurs intérêts sont en danger et qu'on leur demande d'agir, ils le font. Cette tactique s'applique à la lutte antiterroriste également.

De façon globale, responsables comme

experts dans le débat lors de la rencontre qui s'est déroulée à Bruxelles insistent à dire que l'OTAN est une alliance politique et militaire, elle a élargi son rôle à la gestion des crises.

La nature des menaces auxquelles font face les Etats membres évolue, l'OTAN s'organise pour y apporter des réponses. Pour les stratèges de l'Alliance, l'organisation en passant au stade de gestionnaire de la sécurité au sens le plus large, incarne autant une communauté de valeurs qu'une communauté d'intérêts. Son rôle politique est important, mais il faut savoir disent les experts au sein de l'Alliance, que ce rôle ne peut être compris que si l'Alliance est crédible sur le plan militaire.

A propos de l'Algérie, les responsables de l'Alliance, pensent que l'Algérie en s'intégrant au dialogue avec l'OTAN, a permis à une coopération qui va de l'avant d'exister.

Depuis, il n'y a jamais eu de demande adressée par l'Algérie à l'OTAN qui ait été refusée par l'Alliance.

L'Algérie a demandé à participer à l'opération Activ Endeavor qui touche le contrôle de la circulation maritime en Méditerranée.

L'opération pourrait être élargie à la mer Noire.

L'un des principaux leviers dans la lutte antiterroriste reste pour les stratèges de l'Alliance, le renseignement. Ils affirment que l'OTAN a beaucoup d'expérience en la matière. S'agissant de notre pays, l'Alliance prépare une visite en Algérie.

T.M.A.

l'arme, page 1

EL  
MOUJAHID

- 1 -

5

EL MOUJAHID  
Edition du  
Jendredi 7 Décembre 2005

**OTAN  
Une délégation  
militaire de  
haut rang de  
l'Alliance,  
aujourd'hui à  
Alger**

par Tahar Mohamed Al Anouar  
La réunion ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord qui s'est tenue au siège de l'OTAN, ce dernier jeudi a semble-t-il, répondu à l'attente des participants.

Le secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer, s'est dit tout à fait satisfait déjà dans son premier point de presse, confirmé dans les suivants, de l'évolution des discussions dans le cadre de la réunion.

C'est en marge de celle-ci que l'on a appris l'arrivée à Alger aujourd'hui d'une délégation militaire de haut de rang de l'OTAN en Algérie. L'objet de cette visite est de discuter avec les responsables militaires algériens du paquet de relations entre notre pays et l'Alliance.

Les responsables de celle-ci se sont une nouvelle fois félicités de l'évolution, tout à fait positive, du dialogue Algérie-OTAN. S'agissant de la visite de la délégation de l'Alliance elle aura un caractère purement technique, a-t-on appris de bonne source et précisément de membres de cette délégation.

L'Alliance est décidée à relever le défi du changement, note son premier responsable. Les ministres réunis jeudi ont estimé qu'un dialogue politique renforcé est indispensable pour relever les défis d'aujourd'hui pour la sécurité des membres de l'Alliance.

C'est bien pour cela, est-il précisé, que l'OTAN a entrepris un processus de réforme, qu'elle modernise ses capacités militaires pour répondre à de nouveaux

besoins opérationnels.

Les partenariats qu'elle a institués visent, selon l'analyse qui a été faite par le Conseil de l'Atlantique Nord, à étendre la stabilité et à promouvoir des valeurs communes.

La réunion de jeudi a consisté également à l'ouverture d'un débat sur les aspects politiques et opérationnels sur les missions et opérations que mène actuellement l'OTAN, missions qui contribuent selon le point de vue développé à préserver et à rétablir la paix, examiner les développements dans les Balkans et au Moyen-Orient. La force de réaction de l'OTAN est citée comme étant un catalyseur permettant d'améliorer les capacités militaires de l'Alliance.

Le prochain sommet qui aura lieu en novembre 2006 à Riga, en Lettonie, servira à faire l'évaluation de la stratégie de transformation politique et militaire engagée par l'Alliance. Le dossier afghan semble avoir cristallisé l'essentiel de l'attention durant cette réunion, puisque il a été décidé de rehausser le niveau du soutien de l'OTAN à ce pays. On y évoque un élargissement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), dirigée par l'OTAN et agissant sous mandat des Nations unies. Cette force reste un succès pour les stratégies de l'OTAN, comme ils l'affirment aujourd'hui. Un plan opérationnel a été entériné lors de la réunion ministérielle.

Il y a eu la mise en place d'équipes de reconstruction provinciales soutenues par des militaires pour des raisons de sécurité. Un grand débat semble-t-il a eu lieu, rapporté dans les conférences de presse, celui concernant le problème des détentions, sur lequel s'est expliqué d'ailleurs le secrétaire d'Etat américain, M<sup>me</sup> Condolezza Rice, qui a confirmé lors de sa conférence de presse, ainsi que celle animée par le secrétaire général de l'OTAN, que la politique de détention agréé par l'OTAN pour la FIAS est et reste conforme au droit international et aux normes internationales.

Au sujet du transfert de prisonniers, la secrétaire d'Etat américaine a rappelé que la place des Etats-Unis était claire, elle est celle d'honorer nos obligations internationales dit-elle, en un mot, respecter le droit, M<sup>me</sup> Rice a ainsi rappelé que son pays respectait la souveraineté des pays alliés et partenaires, les obligations et les procédures y affiantes.

Elle affirme avoir assuré que son pays n'a pas utilisé les aéroports pour convoier des personnes dans des pays où ils risquaient la torture. Nous sommes un Etat de droit, dira-t-elle.

Evoquant la question de la lutte anti-terroriste, la secrétaire d'Etat souligne que « nous voulons dire à nos amis que nous ne permettrons jamais qu'il soit porté atteinte à des innocents. Nous ferons tout pour les protéger ».

La diplomate américaine qui évoque les tragiques événements du 11 septembre, de Londres, de Madrid, de Jordanie ou des familles palestiniennes ont été massacrées, réaffirme que les transferts de prisonniers se feront dans les pays qui ne pratiquent pas la torture ou ne la cautionnent pas.

Evidemment, chez nous, dit-elle, ce n'est pas toujours parfait, évoquant les sévices subis par les prisonniers irakiens à Abou Grieb. Il s'agit d'actes qui se commettent hors politique des Etats-Unis.

Il y a des enquêtes suivies de sanctions sur cette question du terrorisme, les membres du Conseil affirment condamner avec force le terrorisme.

L'opération active Endeavour à laquelle l'Algérie, le Maroc et Israël ont demandé à participer témoignent, rappellent les ministres, de la détermination de l'Alliance à combattre le terrorisme aussi longtemps qu'il le faudra.

Ils affirment leur soutien au gouvernement irakien, à la stabilité et au développement démocratique engagé dans ce pays. Le dossier des Balkans a été passé en revue, pour saluer l'arrestation d'un général croate compromis dans des massacres et considéré

1

EL MOVDJAAID

comme le plus recherché par le TPL. Cotorina, c'est le nom de ce général qui a été arrêté aux îles Canaries. Le secrétaire général de l'OTAN s'est félicité de cette arrestation, la considérant comme une bonne nouvelle. L'OTAN demeure résolu à favoriser l'entrée dans l'Alliance de tous les pays des Balkans, est-il dit.

Les défis d'aujourd'hui exigent une coopération des organisations internationales, est-il souligné par le Conseil qui souhaitent voir se développer la coopération avec les Nations unies et donner plus de corps, est-il relevé, au partenariat stratégique entre l'Alliance et l'UE, de même qu'avec les pays partenaires, Russie, Ukraine et les pays du dialogue méditerranéen et de l'Initiative d'Istanbul concernant les pays du CCG.

Dans l'environnement de sécurité actuel et pour faire face aux menaces et défis d'aujourd'hui, y compris le terrorisme, il existe pour les membres du Conseil davantage de possibilités de réelle coopération avec les partenaires du dialogue méditerranéen.

Il convient aujourd'hui de développer, dit-on, un cadre plus ambitieux et plus large pour le dialogue. L'OTAN a pris également une nouvelle initiative dans la région du Moyen-Orient qui vise, dit-on, à contribuer davantage à assurer la sécurité et la stabilité à long terme.

Concernant le règlement du conflit israélo-palestinien, on considère au sein de l'Alliance que les instruments mis en place sont suffisants (le quartet) et que l'OTAN n'interviendra que dans le contexte d'un règlement du problème et si toutes les parties en font la demande.

T.M.A.

OTAN  
Page 1  
RABEA  
urubu

2